

MR et cdH convaincront-ils DÉFI de larguer le PS?

Libéraux et centristes voudraient discuter avec Olivier Maingain de la Communauté française, mais sans associer le Parti socialiste.

MARTIN BUXANT

Faute de grives, on mange des merles, vous connaissez le dicton. Faute de nouveaux développements dans la crise politique ouverte le 19 juin dernier, les principaux responsables des formations politiques en sont réduits à faire de l'analyse – voire de l'exégèse – des derniers soubresauts au sein du paysage politique belgo-francophone.

Où en est-on, pardi?

Au vrai, les deux partis alliés en Région wallonne, MR et cdH, étudient la vague des 80 propositions émises par DÉFI pour l'avenir de la Communauté française – chacun menant cette analyse séparément. Pour rappel, le parti d'Olivier Maingain a formulé une série de pistes tant sur la structure du gouvernement francophone (2 Bruxellois, 2 Wallons, 1 ministre-président francophone) que sur les réformes à mener dans le secteur de l'enseignement (abrogation du décret inscription,...). Olivier Maingain a ensuite précisé que ces pistes n'étaient pas «à prendre ou à laisser», qu'il aimerait se mettre à la table des négociations «avec tous les partis francophones ou un certain nombre à tout le moins».

Ces derniers mots donnent du grain à moudre à ceux qui pensent que le président de DÉFI est désor-

mais prêt – à l'échelon de la Communauté française mais pas à Bruxelles – à négocier sans le Parti socialiste. «C'est ce que nous voulons savoir d'ici la fin de la semaine: Maingain est-il prêt à discuter en mettant le PS à l'écart?» demande un responsable centriste. Parce que si ce n'est pas le cas, il va falloir qu'il l'assume, on ne peut plus traîner des semaines de cette manière.»

Côté libéral, on analyse également les propositions du parti amarrant et on rappelle ce qu'il en est: «on n'a rien demandé à personne, on ne va pas nous imposer un partenaire socialiste dont nous ne voulons pas». Sous-entendu: si c'est pour devoir discuter avec le PS, le MR n'ira nulle part et restera tranquillement à regarder passer le train francophone depuis ses balcons wallon et fédéral.

Le cdH est dans un fauteuil nettement moins confortable: soit il fait preuve de cohérence en faisant démissionner ses ministres des gouvernements où ils côtoient les socialistes soit il les y laisse mais sa crédibilité en prend un coup. Mercredi, plusieurs scénarios circulaient dont celui d'un retrait pur et simple de la ministre bruxelloise Céline Fremault de l'exécutif Vervoort et son exfiltration vers la Communauté française en remplacement de la ministre Alda Greoli, désormais ministre wallonne. «Science-fiction», commente une source. «On va être perçu comme des irresponsables qui désertent le gouvernement sans l'ombre d'une solution pour Bruxelles, ce n'est pas le style de Benoît Lutgen.» À voir.

Clarifier sa position

Côté DÉFI, on juge qu'il serait bon et urgent que le cdH clarifie sa position à Bruxelles. «C'est peut être même la première chose à faire», souligne un responsable du parti. «Que Monsieur Lutgen mette ses cartes bruxelloises sur la table.»

Reste le chapitre de l'enseignement: peu importe la configuration du futur gouvernement francophone, avec le PS, DÉFI et/ou le MR, la compétence ministérielle ne changera pas de main: Marie-Martine Schyns conservera la compétence. «Il faut tellement de temps pour créer des liens avec le monde de l'enseignement que ce serait suicidaire de changer de ministre de tutelle maintenant», relève-t-on, ailleurs, au cdH. Pour rappel, Marie-Martine Schyns avait déjà elle-même succédé à Joëlle Milquet au cours de cette législature. Un responsable libéral: «Il faut arrêter de pousser des cris d'alarme en tous sens, franchement, je pense que les gens se moquent de qui fait quoi dans ce gouvernement de la Communauté française, et j'attends le premier qui va essayer de nous expliquer que cette crise a un impact sur la rentrée des classes ou sur l'enseignement. C'est ridicule...»

Le Parti socialiste, de son côté, dit avoir trouvé de nombreux points de convergence avec les pistes présentées par DÉFI. Son président Elio Di Rupo a répété qu'il espérait que «malgré sa trahison, le cdH allait jouer le jeu des institutions et ne pas mettre le gouvernement francophone par terre».